

Ouest France 26 Avril

Surconsommation, manque de réglementation... L'ONU alerte sur une potentielle « crise du sable »

Un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement publié ce mardi 26 avril 2022 pointe les risques de l'émergence d'une crise à la surexploitation du sable. Ce dernier constitue la 2e ressource la plus exploitée sur Terre après l'eau.

Un rapport de l'Onu a appelé ce mardi 26 avril 2022 à une action urgente pour éviter une « crise du sable », y compris l'interdiction de l'extraction sur les plages, alors que la demande atteint 50 milliards de tonnes par an dans un contexte de croissance démographique et d'urbanisation.

Le sable est la ressource naturelle la plus exploitée au monde après l'eau, mais son utilisation est largement non réglementée, ce qui signifie que nous le consommons plus vite qu'il ne peut être remplacé par des processus géologiques qui prennent des centaines de milliers d'années, indique le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

La consommation de sable a triplé en 20 ans

La consommation mondiale pour la fabrication de verre, de béton et de matériaux de construction a triplé en deux décennies pour atteindre 50 milliards de tonnes par an, soit environ 17 kilogrammes par personne et par jour, indique le rapport, ce qui nuit aux rivières et aux côtes, voire anéantit les petites îles.

« Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation où les besoins et les attentes de nos sociétés ne peuvent être satisfaits sans une meilleure gouvernance des ressources en sable », a déclaré Sheila Aggarwal-Khan, directrice de la division Économie du PNUE, dans l'avant-propos du rapport.

Les conséquences de la surexploitation déjà visibles

Pascal Peduzzi, qui a coordonné le rapport rédigé par 22 auteurs, a déclaré que certains des impacts de la surexploitation se faisaient déjà sentir. Dans le Mékong, le fleuve le plus long d'Asie du Sud-Est, l'extraction du sable provoque l'enfoncement du delta, ce qui entraîne la salinisation de terres auparavant fertiles.

Parmi les recommandations du rapport figurent l'interdiction de l'extraction des plages et la création d'une norme internationale pour le dragage marin qui peut nuire à la biodiversité des océans.

Il préconise également de réduire la demande en réutilisant le sable provenant de matériaux recyclés comme le béton et les résidus miniers au lieu d'utiliser le sable naturel.

Ouest France 24 juin.

Chaleur et sécheresse : l'alerte du Giec des Pays de la Loire

Les scientifiques ont rendu, ce vendredi 24 juin, à Nantes, leur premier rapport sur les conséquences du dérèglement climatique dans la région. Ils penchent pour le scénario pessimiste, celui des canicules et du manque d'eau potable.

Créé en octobre 2020, à l'impulsion du conseil régional, le Giec des Pays de la Loire regroupe une vingtaine d'universitaires et de scientifiques. Il a présenté, ce 24 juin, à l'hôtel de région, son premier rapport sur l'évolution du climat et son impact dans les Pays de la Loire.

Vagues de chaleur

En Pays de la Loire, « la température a déjà augmenté de 1,5° depuis soixante ans », indique Virginie Raison-Victor, présidente du Giec régional. Ensuite, si les émissions mondiales de gaz à effet de serre se tassent vraiment dans le monde, on arrivera à +2° en 2100. Mais c'est « l'hypothèse la moins réaliste ». La pire, c'est +5° dans la Région. Nous subirons alors jusqu'à 27 jours par an de vagues de chaleur, en 2050. Les vagues de froid et les jours de gel vont continuer à diminuer.

L'eau baisse...

Les précipitations vont s'intensifier en été, engendrant des risques d'inondation, avec de l'eau qui n'est pas retenue par les sols. Mais il y aura moins d'épisodes de pluie tout au long de l'année, surtout en hiver. « La sécheresse est l'une des conséquences les plus préoccupantes du changement climatique, souligne le Giec. Les records de sécheresse observés à ce jour pourraient devenir la norme dans le dernier quart du siècle. » Époque où le débit de Loire pourrait baisser « de 20 à 50 % » : **l'eau potable deviendra un enjeu majeur.**

... et la mer monte !

Le problème est inverse. « Le niveau mondial de la mer a augmenté de neuf centimètres depuis vingt ans. » La côte régionale, venteuse et basse, « constitue l'une des plus vulnérables, comme l'a montré la tempête Xynthia » en 2010. Les scientifiques alertent sur la forte urbanisation des côtes.

Le sujet qui fâche

Le bétonnage freine le remplissage des nappes et accroît les risques d'inondations. Le Giec souligne : « Depuis vingt ans, les terres artificialisées dans la région ont globalement progressé deux fois plus vite que la population [...] . C'est un autre scénario qu'il conviendra d'écrire. » Or, le conseil régional a voté, jeudi 23 juin, une demande de dérogation temporaire à son obligation de freiner les constructions, en n'organisant la présentation de ce rapport que le lendemain. Ce qui indigné au plus haut point les écologistes.

Ouest France 9 octobre

Loire-Atlantique: «On peut grandir sans artificialiser les sols», selon le président du Département

Michel Ménard, président du conseil départemental de Loire-Atlantique, évoque le Zan. Autrement dit le zéro artificialisation nette des sols, objectif posé dans la loi, qui va changer la vie de tous.

Longtemps, la Loire-Atlantique, a été une championne de l'artificialisation des terres. Aujourd'hui, le Département impulse une autre politique, explique son président, Michel Ménard, et vise le zéro artificialisation nette des sols.

La loi Climat et résilience pose comme « objectif national » « l'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050 ». Or, on entend que ces quarante dernières années, la Loire-Atlantique a urbanisé des terres plus que n'importe quel autre. C'est juste ?

Ce qui est vrai, c'est qu'en 70 ans, notre population a doublé mais la consommation de terres agricoles et naturelles a triplé. Ça veut dire qu'on a trop pris nos aises. Que la question de l'économie foncière n'était pas dans le logiciel de nos prédécesseurs. La question n'est pas de jeter la pierre. C'était un autre moment, le développement se pensait différemment. **L'important, c'est la prise de conscience et de faire autrement maintenant.**

On commence quand à faire autrement ? La loi impose d'arriver à zéro artificialisation nette en 2050 !

Depuis une bonne dizaine d'années, on a déjà largement ralenti. Avant 2010, c'était 1 200 hectares consommés chaque année. C'est désormais moins de 400 hectares

Avant, on s'étalait beaucoup... Le modèle de développement de l'habitat, c'était le lotissement, avec des terrains de 800 m² ou 1 000 m² ! **Maintenant, on construit de façon plus dense. On peut penser le développement de manière différente**, limiter l'usage de la voiture.

On voit encore des lotissements en construction en périphérie de bourgs de campagne, alors que de nombreuses maisons anciennes y restent fermées. Cela coûte plus cher de les rénover que de bâtir du neuf...

La loi Climat et résilience et le zéro artificialisation nette des sols va obliger à raisonner différemment. La loi d'un côté, les incitations de l'autre. Depuis 2017, le Département a beaucoup travaillé pour sensibiliser les décideurs sur le fait qu'il faut économiser les terres agricoles et naturelles. Quel impact environnemental pour mon projet ?

Et puis ce que vous voyez sortir de terre aujourd'hui a été décidé il y a plusieurs années. Il m'arrive encore d'inaugurer des écoles où je dis : ça, ce n'est plus possible ! C'est comme un paquebot, quand vous agissez sur le gouvernail, il faut du temps pour mesurer les effets.

De quels leviers dispose le Département pour accélérer ?

On apporte des réponses pour remettre en service ces maisons dans les centres bourg qui ne sont plus utilisées. Cela se traduit par des soutiens à 129 communes que nous accompagnons en finançant leurs plans guide pour dire comment elles peuvent se réaménager sans s'étaler.

De la même manière, notre bailleur social, Habitat 44, doit désormais racheter des biens, des immeubles, des maisons anciennes, où, si l'on regarde l'équilibre financier, ce serait plus intéressant de construire du neuf. Nous assumons le surcoût pour épargner des terres.

Et puis il y a les routes... Prenez l'exemple de la Nantes – Pornic. On a fait le choix de ne pas faire de deux fois deux voies partout. On développe aussi les périmètres protégés : 26 000 ha ne peuvent plus être urbanisés.

Enfin, on met des conditions environnementales à nos soutiens de projets des maires.

C'est la fin de la croissance à tout prix ? Quitte à brider l'économie ?

Les maires devront arbitrer entre l'habitat, le développement économique, les routes... Ils auront un droit à artificialiser limité. Mais on peut faire de la qualité avec moins de consommation foncière.

Exemple, à Machecoul, un supermarché avait le projet de se développer. C'était 30 ha artificialisés. Le chef d'entreprise a repris son projet avec son architecte. Il va pouvoir réhabiliter, sur le même site, avec zéro artificialisation nette. C'est passionnant.

Autre exemple : ces zones industrielles avec des terrains de 15 000 m² de plain-pied. Vous ne croyez pas qu'on aurait pu mettre des étages ? On peut se développer sans artificialiser. Ça ne veut pas dire qu'on ne peut plus rien faire.

Quand un collègue était en fin de vie, on pouvait avoir tendance à se dire que ce serait moins cher d'en construire un neuf. On change de raisonnement, on pensera d'abord à le rénover, même si c'est plus cher.

On consomme aujourd'hui trois fois moins de terres chaque année pour accueillir autant de nouveaux habitants. De plus en plus de terrains sont redécoupés. Sur un terrain où il y a une maison, des années après, il y en a trois ou quatre... Donc on peut le faire.

Il y a toujours des élus qui ne jouent pas le jeu de la loi ! Regardez ceux qui ne respectent pas les obligations légales en matière d'accueil de gens du voyage ou de logements sociaux... Peut-on compter sur eux ?

La conscience de l'impact de l'artificialisation sur l'avenir de la planète est assez récente. On a un travail de pédagogie à mener mais de plus en plus d'élus ont conscience qu'il faut penser le développement de leurs communes différemment.

Mais quand la Région dit, diviser par deux l'artificialisation ce n'est pas jouable, moi je dis, c'est refuser l'obstacle... On doit respecter la loi. Évidemment, si le ministre est à l'écoute des élus qui disent c'est trop difficile...

Ça ne veut pas dire qu'il faut appliquer une règle stricte. Ceux qui ont déjà été vertueux devraient encore diviser par deux leur consommation. Ce ne serait pas juste. On doit regarder territoire par territoire, ceux qui ont déjà fait des efforts et ceux qui ne l'ont pas fait... Prenez le secteur de Saint-Nazaire, contraint par la Loire, l'océan et la Brière, ils ont déjà fait beaucoup d'efforts de densification. On ne peut pas faire peser la contrainte de la même façon là-bas.

Pour compenser la consommation de terres, on peut aussi renaturer ?

Oui, mais pour l'instant, ça reste modeste. Un parking à La Haye-Fouassière, un délaissé de route à Rougé... Il y a des friches, oui. On peut renaturer des espaces. Le triptyque, c'est éviter, réduire et compenser.

Faut-il arrêter de grandir, tordre le cou à la croissance à tout prix ?

On doit continuer d'accueillir la population. C'est difficile de se loger dans ce département. Mais nous n'avons pas de politique agressive pour accueillir de nouvelles entreprises venues de l'autre bout de la France.

Notre problème c'est de trouver les salariés qui puissent exercer les métiers disponibles ici. Mais les communes ont besoin d'un renouvellement générationnel. Après, est-ce que tout l'arc atlantique a vocation à accueillir sans limite la population ? Non. Mais ça, c'est de l'aménagement du territoire, c'est de la responsabilité de l'État.

Ouest France 12 juin.

Ille-et-Vilaine. Depuis Châteaubourg, le groupe Pigeon bétonne ses ventes en ligne

Le groupe Pigeon, à Châteaubourg, vient de lancer Firstbeton, une plateforme numérique à destination des particuliers, petits artisans ou encore paysagistes, pour se faire livrer du béton prêt à l'emploi et du mortier à domicile. Les débuts sont très prometteurs.

Commander du béton ou du mortier depuis son canapé et se faire livrer devant sa porte, c'est possible ! Le groupe Pigeon, basé à Châteaubourg, entre Rennes et Vitré, vient de lancer la plateforme numérique Firstbeton.com à destination des particuliers, petits artisans, autoentrepreneurs, paysagistes ou encore professionnels agricoles.

« L'idée était de moderniser notre force de vente avec cette plateforme. Elle a été développée l'année dernière et mise en ligne en début d'année, dévoilent Arnaud Morel et Tony Robe, directeur général et directeur commercial de Pigeon Bétons. L'évolution de la société fait qu'on commande de plus en plus, et c'est encore plus vrai avec la période Covid, par internet. » En ligne, le parcours se décline en cinq étapes, de la prise de contact à l'envoi d'un devis, de la validation, en passant par le paiement, la livraison...

21 centrales sur cinq départements

« Le groupe Pigeon existe depuis 1929 et a évolué au fil du temps dans différentes activités », poursuivent les deux dirigeants. La partie béton prêt à l'emploi fonctionne autour de Pigeon bétons, avec ses 160 salariés, et travaille avec 21 centrales de fabrication, réparties dans cinq départements : Ille-et-Vilaine, Mayenne, Sarthe, Manche et Calvados. Réunies, ces centrales peuvent produire plus de 600 000 m³ de béton par an.

« Le dispositif, c'est bien 21 centrales dans cinq départements et une centaine de camions toupies, nous appartenant, qui peuvent livrer. Notre maillage est important. » Pigeon bétons se fixe un rayon de livraison de 30 km autour de chaque centrale. « On avait arrêté de livrer les particuliers pendant la période du Covid mais là, avec le déconfinement, on a remis en route notre plateforme depuis un mois et on a beaucoup de sollicitations. »

Faire sa dalle de terrasse ou une allée est forcément plus facile quand les produits arrivent directement à domicile. Différentes gammes de bétons sont disponibles. « On s'attendait surtout à avoir des demandes de trentenaires, mais on a des personnes de 50 ans, de 60 ans. Le potentiel est important. »

« Se mettre dans l'air du temps avec le digital »

Très présent auprès des professionnels au quotidien, le groupe renforce ainsi un peu plus sa présence auprès des particuliers et s'appuie sur une grande connaissance des produits. « On peut répondre à n'importe quelle question grâce à notre technicité et accompagner le client dans son projet. »

À terme, l'idée est aussi de développer les ressources humaines et matérielles en fonction de l'augmentation du nombre de clients. « On parle de 600 000 m³ de béton sur une année, mais s'il y a plus de demandes, on peut y répondre. **Le but du groupe Pigeon n'est pas de s'arrêter à 21 centrales.** »

L'objectif fixé est une disponibilité sous 48 heures. La proximité des équipes au sein de l'entreprise y contribue largement. « On gère tout de A à Z. »